



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Metz, le 13/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TTM ENVIRONNEMENT

297 Chemin de l'Ecluse
ZI Pré à Varois
54670 Custines

Références : 2026_0259
Code AIOT : 0006200137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement TTM ENVIRONNEMENT implanté 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 Custines. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM ENVIRONNEMENT
- 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 Custines
- Code AIOT : 0006200137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TTM Environnement est autorisée par l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié à exploiter sur la commune de Custines, des installations de transit et traitement de déchets non dangereux de métaux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets non dangereux non inertes, ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la gestion des suites établies lors de la dernière visite d'inspection, et notamment du projet de mise en demeure proposé au Préfet de la Meurthe-et-Moselle concernant la prévention du risque incendie dans le secteur de tri transit de déchets. L'établissement est particulièrement sujet à ce risque du fait des produits combustibles stockés et manipulés (déchets, bois, papier, carton...).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
2	Maîtrise des sinistres - exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
3	Maîtrise des sinistres - Formations	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
4	Bassin de rétention du site	Arrêté Préfectoral du 21/04/2024, article 6.1.7	Sans objet
5	Moyen de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.2.1	Sans objet
6	Prévention du risque incendie - bâtiment 2	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte les remarques et non-conformités relevées lors de la dernière inspection.

Il a notamment :

- complété et mis à disposition permanente son plan de défense incendie ;
- réalisé et dispensé des formations et des exercices de défense incendie ;
- mis en conformité ses moyens de lutte contre l'incendie ;
- installé un filet à mailles visant à limiter le dépôt de déchets dans le bassin de rétention et mis en place un programme d'entretien associé.

En conséquence, il est proposé de lever le projet de mise en demeure soumis au Préfet de Meurthe-

et-Moselle, ainsi que l'ensemble des demandes d'actions correctives identifiées lors de l'inspection de 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une

<p>description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</p> <p>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</p> <p>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <p>-les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie est tenu en permanence à la disposition des services de secours, dans une boîte aux lettres située à l'entrée du site.</p> <p>Depuis la dernière inspection, le plan de défense incendie a été complété par les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une procédure générale à appliquer en cas d'incendie ; • une procédure relative à la mise en place des barrières de rétention ; • un affichage précisant les modalités de déclenchement de l'obturateur ; • un affichage relatif à la mise en œuvre du confinement du bassin de rétention ; • des plans indiquant le positionnement des moyens d'extinction, les zones à risques et les stocks.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à transmettre aux services d'incendie et de secours la mise à jour du plan de défense incendie, ainsi que les modalités d'accès à la boîte aux lettres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Maîtrise des sinistres - exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, exercice de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection</p>

des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]
<p>Constats :</p> <p>Depuis la dernière visite d'inspection, l'exploitant a contractualisé avec une société compétente afin d'organiser un exercice de défense incendie à destination de ses salariés. L'exercice a été réalisé le 03/12/2025. Un rapport relatif à cet exercice, daté du 10/12/2025, a été établi et consulté par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exercice de défense incendie réalisé portait sur 2 simulations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une simulation d'un départ de feu dans un stockage de détritux à proximité de la presse à cartons dans le bâtiment n°2 ; • Une simulation d'un départ de feu sur une chargeuse diesel à l'intérieur du bâtiment n°1 - "Machefer", avec présence de victime, intervention du centre d'intervention de POMPEY. <p>Il conclut sur une bonne connaissance du personnel en matière de consignes en cas d'urgence et de la conduite à tenir, avec néanmoins un manque de pratique et de réactivité dans les simulations, et donc la nécessité de réaliser des exercices à fréquence régulière. Il est rappelé à l'exploitant que ces exercices de défense contre l'incendie sont à réaliser au moins tous les trois ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maîtrise des sinistres - Formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Formations du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Une formation a été dispensée au personnel du site le 12/11/2025, auprès de 21 personnes. Elle comprenait une partie théorique et une partie pratique, notamment sur la conduite à tenir en cas de sinistre et sur l'utilisation des obturateurs. À l'issue de la formation, un questionnaire à choix multiples a été complété par les participants afin d'évaluer leurs connaissances.</p> <p>S'agissant de la formation des chauffeurs, ceux-ci font l'objet d'une sensibilisation annuelle sur le sujet. Par ailleurs, l'affichage a été renforcé, notamment au niveau du pont bascule, et présente les principales zones à risques du site. Ce plan a également été intégré au livret d'accueil destiné aux chauffeurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant la formation du personnel, il conviendra de définir un plan de formation tenant</p>

compte du recyclage de cette formation et du renouvellement des salariés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de rétention du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2024, article 6.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de secours contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>6.1.7.2 Bassin de rétention du site</u> Un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie d'un volume minimal de 750 m³, raccordé à la zone de traitement du bois ainsi qu'au bâtiment n°2. Le volume de rétention disponible sera donc de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 750 m³ pour le bassin ; • 448 m³ au niveau du bâtiment 2 (rehausseurs étanche de 150 mm). <p>Pour un volume total de 1198 m³. L'exploitant est en mesure d'assurer la mise en œuvre des obturateurs des canalisations basses ou de façon automatique en cas d'incendie. Une note de service explique la mise en place de barrières de rétention (rehausseurs étanches) et une procédure, détaille la mise en œuvre de la rétention des eaux d'extinction.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la dernière visite d'inspection, l'exploitant a mis en place un filet à mailles autour du bassin de rétention du site, afin de limiter l'envol des déchets vers celui-ci. L'exploitant a également complété son plan de surveillance en définissant une opération de curage du bassin réalisée tous les six mois, la dernière intervention ayant eu lieu le 22/10/2025. Concernant la vanne du bassin de rétention, des consignes de manœuvre ainsi qu'un code couleur (ouverture/fermeture) ont été ajoutés afin de faciliter son utilisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyen de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de secours contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 21/02/2024 :</u> "L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et complétés et précisés comme ci-après : [...]"</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un système d'alarme incendie pour le bâtiment « papier » ; • d'un système de détection automatique d' incendie pour le bâtiment « papier » ; <p>Les moyens sont complétés par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des RIA dans les bâtiments N°2 et N°3 ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques, doivent être judicieusement

répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
"

Article 68 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 : "Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]"

Constats :

L'inspection a pu constater que les moyens de lutte contre l'incendie (RIA et extincteurs) identifiés comme manquants ou dégradés lors de la précédente visite d'inspection ont été remplacés.

Par ailleurs, par échantillonnage, l'inspection a vérifié la conformité de la vérification d'autres extincteurs du bâtiment 3, notamment les équipements n° 11, 35 et 39, ayant fait l'objet de contrôles en février, juillet ou août 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention du risque incendie - bâtiment 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions des déchets

Prescription contrôlée :

Au sein du bâtiment 2, l'exploitant maintient en permanence une bande d'au moins 8 mètres, le long du mur mitoyen séparant les deux sociétés, maintenue dégagée de tout déchet dans la partie attenante du bâtiment. Les justificatifs attestant du respect et de l'efficacité en tout temps de ces dispositions sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Depuis la dernière visite d'inspection, des panneaux rouges indiquant « stockage de déchets interdit » ont été installés le long du mur. L'inspection des installations classées a constaté l'absence de tout stockage de déchets à cet endroit le jour de la visite d'inspection (Cf.photographie).

Type de suites proposées : Sans suite